

PATRICK ROTMAN

La diaspora mendésiste

Tout le monde a été, est ou sera mendésiste. La boutade avec l'aide du temps, prend allure de réalité ; les souvenirs déferlent en mythes et l'histoire bétifie en légende. La petite troupe rescapée des traversées héroïques grossit à chaque évocation. La mort, elle-même, sacrifie au rituel, arase différends et affrontements, découvre une foule confondue dans l'approbation. L'effet d'unanimité révèle, au-delà des habituelles hypocrisies, un consensus souterrain sur un homme-symbole, placé au carrefour des courants sociaux et culturels qui ont, en une génération, subverti notre société. Le contraste n'en est que plus frappant avec la marginalité d'une démarche, la solitude d'une voix qui n'a, hormis un bref instant, rencontré d'écho que dans de modestes cénacles.

Mendésiens, mendésistes ? Comment qualifier la cohorte de fidèles, compagnons, collaborateurs, conseillers qui en presque un demi-siècle de vie politique a accompagné Pierre Mendès France ? Attachement individuel à un homme, adhésion à une pensée, appartenance à un courant ; il est malaisé de tailler dans cette nébuleuse hétéroclite la part de l'amitié, de délimiter les affinités électives. Mendès France a inspiré des cercles, groupes, clubs, de dimension toujours restreinte mais de nature si diverse qu'il devient imprudent d'ordonner cette galaxie, d'établir son architecture interne. Certains se sont réclamés d'une paternité qui n'a jamais été revendiquée. Si, au fil des générations, hien des fidèles se sont reconnus dans le discours du prophète, celui-ci n'a pas toujours reconnu les siens. Il n'y a pas eu de parti mendésiste dont l'action et la durée permettent sans risque d'identifier les adhérents. P. M. F. n'était pas l'homme des gros bataillons et des grandes machines. Ce professionnel de la politique fut pour l'essentiel l'élu des amateurs.

LES CROISÉS DE LA MODERNITÉ

Une idée-force, pourtant, aimante la diaspora mendésiste, permet de tracer des fils de raccordement, d'ajuster une grille d'interprétation. Pierre Mendès France a été avant tout l'homme de la modernité. Traumatisée par la déhâcle de 1940 une génération de hauts fonctionnaires, d'économistes planificateurs, de syndicalistes, d'entrepreneurs entend au lendemain de la guerre relever la France de sa ruine matérielle et morale. Ces jeunes gens convaincus que les causes profondes de l'effondrement sont à rechercher dans la dépression et la crise veulent transformer un pays malthusien et déclinant en une grande puissance économique. Imprégnés d'une véritable mystique de la croissance, ils valorisent le rôle de l'Etat comme instrument de l'indispensable modernisation de la société française. Méfiants à l'égard du patronat privé, jugé archaïque et égoïste, ils fondent leurs espoirs sur une volonté politique, seule capable d'imposer les choix nécessaires. Ce courant, numériquement restreint, se situe en dehors du sérail politique. Notable et rare exception : Pierre Mendès France dont la formation et l'itinéraire s'inscrivent naturellement dans cette thématique.

En 1938, Mendès France est sous-secrétaire d'Etat au Trésor. Léon Blum, président du Conseil, détient également le portefeuille du Trésor. Son directeur de cabinet s'appelle Georges Boris. Né en 1888, Boris, qui a dans sa jeunesse dirigé une plantation de thé à Ceylan, fonde en 1927 un hebdomadaire de gauche *La Lumière*. Il rencontre à cette époque Mendès France qui anime la Ligue d'Action universitaire républicaine et socialiste (Laurs) où militent Georges Pompidou, Léopold Senghor, Jacques Soustelle, Léo Hamon, Robert Marjolin. Intéressé par l'expérience du New Deal, Boris voyage aux Etats-Unis et en ramène un livre *La révolution Roosevelt* que Gallimard publie en 1934. Ami de Blum, Boris conseille au leader du Front populaire de prendre le jeune député radical dans son deuxième gouvernement. C'est lui encore qui fait lire *Keynes* en anglais à Mendès France. *La théorie générale* ne sera traduite que plus tard par un inspecteur des Finances, Jean de Largentaye, futur collaborateur de Mendès à Alger en 1943. Ensemble Boris et Mendès mettent au point la loi de finances de 1938 dont les attendus constituent le premier exposé keynésien en France. On y trouve déjà la fameuse problématique des investissements productifs opposés aux dépenses improductives qui reviendra comme un leitmotiv tout au long de la carrière de Mendès France.

Ministre de l'économie nationale en 1944, Mendès France a auprès de lui l'inséparable Georges Boris chargé du Plan. Gabriel Ardant, Jean de Largentaye, François Bloch-Lainé qui l'a accueilli à la Libération au ministère, figurent parmi ses collaborateurs. En 1948, François Bloch-Lainé a trente-six ans ; il est directeur du Trésor. Il confie à Claude Gruson, trente-huit ans, polytechnicien, inspecteur des finances comme lui, le Bureau de Statistiques et d'Etudes financières (BSEF) qui, pourvu de très peu de moyens, va devenir un lieu stratégique au sein de l'administration de la rue de Rivoli. Le BSEF accueille les croisés de la modernité qui souhaitent doter l'économie française de véritables instruments de comptabilité et de prévision. Gruson recrute Simon Nora, vingt-sept ans, résistant, qui a fait partie de la première promotion de l'ENA où il a connu Jean Serisé. Tous deux y ont suivi des exposés de Mendès France. Serisé atterrit également au BSEF. Une connexion entre l'équipe Gruson-Nora-Serisé, chapeautée par Bloch-Lainé et P. M. F., se crée, qui dépasse les simples liens d'amitié. L'homme politique et les « technocrates » ont une vision commune du rôle de l'économie dans un pays moderne. Il ne s'agit pas d'une question de technique comptable, mais d'un problème politique : « Déterminer ce qui dans le corps économique de la France doit être favorisé ou réformé, ou transformé, ou éliminé pour qu'enfin la source productive de la nation jaillisse, se libère de ses entraves et donne sa pleine puissance et son plein rendement à la machine économique » (1). Ces blocages souvent psychologiques exigent des solutions politiques et non simplement économistes. C'est sur cette conviction partagée que s'approfondit le lien entre Mendès France et les hommes du BSEF.

Dans le même temps Pierre Mendès France, qui est l'auteur avec Georges Boris du projet de Plan de 1938, suit avec la plus extrême attention les travaux de l'équipe rassemblée autour de Jean Monnet pour jeter les bases de la planification française. Etienne Hirsch, ingénieur des mines, Jean Ripert, ingénieur agronome, Pierre Uri et quelques autres comme Paul Delouvrier sont en liaison étroite avec leurs collègues des finances, en particulier Bloch-Lainé. Tous sont pénétrés de la même mystique que Monnet a résumée d'un trait : « La modernisation n'a d'autre alternative que la décadence » (2). Rien d'étonnant donc à ce que les planificateurs croisent la trajectoire de Mendès.

(1) François FOURQUET, *Les comptes de la puissance*, Encres, 1980, livre indispensable sur les liens de P. M. F. avec la comptabilité nationale.

(2) Jean MONNET, *Mémoires*, Fayard, 1976.

En 1952, le BSEF se transforme en Service des Etudes économiques et financières (SEEF). Claude Gruson en assume toujours la direction et recrute. Jean Saint-Geours, énarque, inspecteur des finances, est membre en 1952 de la délégation française au Conseil économique et social de l'ONU que patronne Georges Boris. A son retour à Paris, il connaît Simon Nora qui l'entraîne au SEEF. En février 1952, est créée la Commission des Comptes de la Nation. Formée de hauts fonctionnaires et d'universitaires, elle est chargée en utilisant les travaux de l'INSEE (pour le passé) et ceux du SEEF (pour la prévision) de fournir un rapport annuel au Gouvernement sur l'état des comptes du pays. Pierre Mendès France est nommé président. Le secrétaire général est Simon Nora. On relève les noms de Boris, Fourastié, Gruson, Sauvy, Schweitzer. La liaison entre les chevaliers de la modernité qui hantent les combles de la rue de Rivoli et le leader radical s'affiche au grand jour.

LE CERCLE DE FAMILLE

« *L'Express* est créé pour mettre les idées de Mendès France et Mendès France lui-même au pouvoir » (3). L'alliance est inscrite sur l'acte de baptême. Le 16 mai 1953 paraît le premier numéro du journal fondé par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. Il comporte une interview de Mendès France qui y développe des thèmes qui lui sont familiers : la France n'a pas les moyens de mener la guerre en Indochine, il faut mettre fin à ces dépenses et « transférer rapidement une grande partie de nos ressources vers les tâches productives. Le potentiel économique est le fondement de la grandeur d'une nation ». L'imbrication avec le discours de la comptabilité nationale est manifeste. On ne s'étonnera donc pas de savoir que l'interlocuteur anonyme de Mendès France soit Simon Nora lui-même. Nora, personnage central de la nébuleuse mendésiste, est, en effet, le troisième fondateur de *L'Express*. Cette présence n'est pas due seulement à l'amitié. La jonction de Servan-Schreiber et de Mendès — c'est Georges Boris qui les a présentés l'un à l'autre — a lieu encore et toujours sur le terreau de la modernité : « L'histoire de *L'Express*, c'est l'histoire d'un groupe de gens qui voulaient de toutes leurs forces faire décoller la France » (4), dit joliment Françoise Giroud. La force et le talent de J.-J. S.-S. sont d'avoir réussi à faire

(3) Françoise GIROUD, *Si je mens*, Stock, 1973.

(4) *Ibid.*

cohabiter au service de cette idée des gens de formation et d'itinéraires fort différents, qui agissent d'ordinaire dans des milieux cloisonnés ; Alfred Sauvy et Albert Camus, Pierre Vianson-Ponté et Louis Armand, François Mauriac et Jean Daniel sont mendésiens, car, à leurs yeux, le leader radical est le seul homme politique qui puisse arracher les boulets qui entravent le développement de la France. P. M. F. est à la fois l'homme de la comptabilité nationale et celui de la paix en Indochine. La lutte pour la décolonisation et le combat pour la modernisation de la société sont indissolublement liés. *L'Express* mène campagne sur les deux fronts. Mendès France aussi.

En juin 1954, Pierre Mendès France est investi par l'Assemblée nationale. Pour former son cabinet, il puise largement dans le cercle de famille. Officiellement chargé de mission, Georges Boris joue pleinement son rôle d'éminence grise : il met la main au discours d'investiture, propose des noms pour dresser la liste du Gouvernement, recrute des collaborateurs. Il « rabat » ainsi vers son patron et ami, un conseiller à la Cour des comptes, Michel Jobert, un maître des requêtes, Jacques Marchandise, ou encore Jean Saint-Geours. Les hommes et les idées du SEEF sont largement représentés dans l'entourage du président du Conseil : Simon Nora et Jean Serisé s'installent à Matignon et préparent les dossiers économiques.

A peine dans ses meubles, Pierre Mendès France confie à Claude Gruson le soin de diriger une mission afin de préparer un programme économique. Collaborent à ce groupe de travail le commissaire au Plan Etienne Hirsch, le commissaire à la Productivité Gabriel Ardant, proche ami de Mendès France avec qui il vient de publier *La science économique et l'action*. Y figurent également Bloch-Lainé, Saint-Geours et Paul Dreyfus, tous deux conseillers techniques au cabinet de Bourguès-Maunoury, ministre de l'industrie. Cette équipe produira une note de synthèse qui inspirera la loi sur les pleins pouvoirs votée par le parlement le 10 août 1954.

L'entourage immédiat d'un homme d'Etat traduit inévitablement une sensibilité. Même s'il faut laisser sa part aux nécessités tactiques et aux aléas, la composition du cabinet de Mendès France n'échappe pas à cette règle. Le poids des hommes de la comptabilité nationale indique assez la direction. En outre, une vingtaine d'énarques figurent dans les cabinets ministériels du gouvernement Mendès. Pour l'époque c'est un chiffre élevé. Beaucoup ont suivi les cours de Mendès France à l'ENA où se sont créés des réseaux d'amitié. Les proches collaborateurs de Mendès France peuvent ainsi compter sur des appuis « sûrs » dans différents ministères même si le titulaire du portefeuille ne

partage pas la même affinité. L'exemple le plus significatif est celui du cabinet d'Edgar Faure, ministre de l'économie, où Jacques Duhamel se montre beaucoup plus « mendésiste » que son collègue et ami Valéry Giscard d'Estaing.

Le président du Conseil qui a également en charge les Affaires étrangères utilise en fait deux états-majors. Le premier installé à Matignon est placé sous l'autorité d'André Pélabon, un polytechnicien que Mendès France a connu au temps de la France libre. Pélabon a été directeur de la Sûreté nationale, secrétaire général du Gouvernement en Algérie et super-préfet de Marseille. Il connaît fort bien les rouages administratifs. Son adjoint est Jacques Juillet, frère du futur conseiller de Georges Pompidou qui suivra en particulier les dossiers nucléaires. Paul Legatte, chef de cabinet, s'occupe du dossier « alcoolisme ». Plusieurs conseillers techniques auront l'occasion de faire parler d'eux : professeur de droit public, René de Lacharrière suit les affaires de l'Union française. Jacques Marchandise, Jean Serisé, Michel Jobert, Jean Saint-Geours et Simon Nora forment le noyau dur.

Le second cabinet est installé au Quai d'Orsay où le président du Conseil a pris ses quartiers. Il est dirigé par Philippe Baudet, précédemment ambassadeur à Belgrade que Mendès France a connu aux Etats-Unis pendant la guerre. Il est secondé par Jean-Marie Soutou, diplomate de carrière, qui sera vingt ans plus tard secrétaire général du ministère des affaires étrangères. Un inspecteur des finances, Philippe de Seynes, complète cette partie de l'équipe. Il a travaillé dans la délégation française à l'ONU dont il sera plus tard un des secrétaires généraux adjoints. Lorsque les négociations de Genève seront terminées, Claude Cheysson viendra s'adjoindre à la cellule diplomatique.

Aux côtés de ces cabinets officiels, s'activent des conseillers officieux. Le plus influent est naturellement Georges Boris qui constitue une antenne d'information à lui tout seul. Il est secondé par Stéphane Hessel, qui a été son adjoint à Londres (5). Le *brain-trust* de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber en tête, qui a failli être sous-secrétaire d'Etat à la jeunesse, mais aussi Alfred Sauvy ou Viansson-Ponté, apportent suggestions et notes. La liaison entre le journal et le président du Conseil est assurée de manière quasi institutionnelle par Léone Georges-Picot, passée de l'hebdomadaire au service de presse du chef du Gouvernement. Elle va devenir bientôt Mme Simon Nora.

Pour un homme comme Mendès France qui veut inscrire son

(5) Voir Jean LACOUTURE, *Pierre Mendès France*, 1981.

action dans une sorte de pédagogie collective, le contact avec l'opinion par-delà les intermédiaires parlementaires est d'une importance primordiale. Il bénéficie du côté de la presse d'atouts non négligeables pour la réussite de sa stratégie de communication. *L'Express* bien sûr se livre chaque semaine à une explication de texte de la parole mendésiste, mais le public touché, essentiellement intellectuel, reste limité. De même, un des fondateurs de *France-Observateur*, pourtant critique de gauche à l'égard de l'expérience, Roger Stéphane un ami de Georges Boris, apporte ses compétences et ses contacts à propos de l'affaire tunisienne. Une bonne fraction du courant catholique de gauche, représentée par *Témoignage chrétien* avec Georges Suffert ou *Esprit* avec Jean-Marie Domenach, est séduite par le mendésisme. Là encore, la qualité militante supplée le nombre. Au *Monde*, Hubert Beuve-Meury fait une entorse à sa neutralité bougonne. Mendès France est le seul homme politique de la IV^e République à bénéficier de son soutien en particulier sur l'Indochine. Le président du Conseil peut compter sur l'amitié bienveillante du rédacteur en chef de *France-Soir*, Charles Gombault, qu'il a connu à la Laurs à la fin des années vingt. Enfin, *Le Canard enchaîné*, pour une fois gouvernemental « se retrouve tout bête à applaudir P. M. F. ».

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Une poignée de hauts fonctionnaires, un zeste de technocratie, quelques diplomates non conformistes, des administrateurs chevronnés, un quarteron de journalistes talentueux, une demi-promotion d'énarques modernistes, tous imbibés d'un discours de progrès ; à tracer ainsi le premier anneau de la galaxie mendésiste, on risque fort de tomber dans un travers élitiste qui réduirait l'effet Mendès à une ébullition de la classe dirigeante. Il est vrai que dans la réaction à Mendès France, le commun précipité, au sens chimique du terme, fut chez une partie des décideurs la volonté d'affronter l'avenir en ouvrant la France à son siècle et au monde. Réflexe dont on ne soulignera jamais assez que même dans les sommets de l'Etat, il était très minoritaire. Ignorée des appareils politiques, la modernité cheminait par les marges, affleurant chez quelques hommes : De Gaulle, Mendès, voire Edgar Faure.

Or l'opinion publique à partir de juin 1954 fut bien saisie d'un de ces tressaillements intérieurs, signe d'une rencontre entre un courant des profondeurs et une voix qui l'exprime. Force est de constater que l'inconscient collectif était en avance sur les porte-parole organisés.

L'inventaire est vite établi : aucune organisation politique ou syndicale n'épouse en tant que telle, à l'aube des années cinquante, la démarche mendésiste. L'intuition de Mendès France est d'avoir su capter l'évolution moléculaire à l'œuvre dans la société bien avant qu'elle n'atteigne la sphère politique. Ainsi, il est un des tout premiers responsables qui ait perçu le rôle déterminant qu'allait remplir la jeunesse dans la mutation de la société. Il a voulu bâtir une politique pour elle, voire bâtir sa politique sur elle. Une fois encore, le message est reçu dans des cercles limités numériquement mais dont l'importance stratégique allait se révéler dans la décennie suivante. Les militants de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et les étudiants socialistes emmenés par Michel Rocard se retrouvent au sein de l'UNEF dont ils vont conquérir bientôt la direction afin de la transformer en une organisation politique de masse marquée à gauche. Ces jeunes gens, François Borella, Jacques Julliard, Michel de La Fourrière, Pierre-Yves Cossé campaient à l'exacte intersection des facteurs de crise ; pour cette génération Pierre Mendès France est l'homme de la paix en Indochine. Il est aussi celui qui veut démultiplier le budget de l'Education nationale. Cette conjonction suscite dans la jeunesse étudiante une véritable « mystique Mendès » qu'un témoin décrit encore vingt ans plus tard avec émotion : « Un élan irrésistible paraissait porter le pays vers l'homme qui venait de fasciner notre jeunesse, qui nous avait tirés de l'engourdissement narcissique de l'adolescence et en qui nous placions toute notre confiance par un décret du cœur autant que par l'effet de notre raison politique » (6). De fait, nombre des voltigeurs du syndicalisme étudiant des années cinquante garderont indélébile cette empreinte mendésiste originelle. Ils fourniront à la gauche politique, aussi bien au PSU qu'au PS, nombre de ses cadres.

Discours du progrès, discours de la jeunesse, discours de la rigueur. Le citoyen a le droit de savoir. Il mérite de connaître la vérité, d'être informé des véritables problèmes pour comprendre les tenants et les aboutissants des décisions prises. Ce respect d'une pédagogie qui rapproche gouvernants et gouvernés, troisième composante de l'effet Mendès, attire l'équipe de syndicalistes qui, autour de Paul Vignaux, a entrepris de déconfessionnaliser la CFTC. Cette minorité qui se retrouve autour des « Cahiers Reconstruction », à la recherche d'un syndicalisme laïc démocratique, est obsédée par une préoccupation : que le souci de se distinguer de la famille chrétienne, en particulier du MRP, ne débouche pas sur un réflexe frileux et

(6) Michel WINOCK, *La République se meurt*, Le Seuil, 1978.

corporatiste. L'action sociale requiert à ses yeux un prolongement politique. Entre le communisme stalinien, dénoncé comme totalitaire, et la SFIO, suspecte de sclérose et de colonialisme, la place est béante. L'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France vient combler ce vide. *A priori*, la parenté n'est pas évidente entre l'homme politique d'origine juive et les syndicalistes chrétiens. Pourtant, les écrits du groupe « Reconstruction » témoignent d'une vive attirance ; Mendès France et Simon Nora sont à plusieurs reprises invités par le groupe à débattre.

Le mouvement de sympathie déborde largement les responsables de « Reconstruction » et pénètre profondément en province les fédérations : « L'influence du mendésisme a été considérable dans la CFTC témoigne Marcel Gonin, un des animateurs de la minorité. Sa démarche était proche de la nôtre, très empirique, éducative, honnête quant aux promesses » (7). A la source de ces affinités, on décèle un commun impératif moral, le refus du secret et du mensonge, un culte prononcé pour la compétence et enfin et toujours l'affirmation de la modernité. Le socialisme qu'élaborent à tâtons les amis de Paul Vignaux, Marcel Gonin, Albert Detraz, Eugène Descamps, est un socialisme de « conception économique ». « Reconstruction » s'intéresse aux travaux de la comptabilité nationale à une époque où seuls quelques experts en connaissent l'existence. Il y a entre Mendès France et les hommes qui fonderont la CFDT une convergence méthodologique, une approche économique similaire : déterminer, à partir de données précises, l'orientation des investissements prioritaires. Cette convergence apparaîtra de manière éclatante quelques années plus tard avec la réflexion sur la planification démocratique, concept qui sera commun à P. M. F. et à la CFDT. Parmi les habitués des réunions de Reconstruction, on remarque un jeune chimiste, Edmond Maire, qui dira plus tard que Mendès France l'a réconcilié avec la politique. Est également assidu un employé de banque qui signe ses articles du pseudonyme de Roger Jacques. Jacques Delors sera l'un des auteurs avec Gilbert Declercq du rapport sur la planification démocratique adoptée en 1959.

LE BONNET PHRYGIEN

Minoritaires de l'UNEF et minoritaires de la CFTC ; du côté des forces sociales, le mendésisme n'exerce son influence que sur des franges qui ne prendront de l'importance que plus tard. Quant au

(7) Voir Hervé HAMON, Patrick ROTMAN, *La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Ramsay, 1982.

patronat, l'écho est encore plus faible. Une infime minorité de chefs d'entreprise était disposée à entendre cet hymne saint-simonien à l'expansion, à la concurrence, à l'esprit d'entreprise. La modernité ne gagnera le patronat qu'une décennie plus tard. A ce désolant tableau, il faut ajouter le désert du paysage politique. En suscitant un courant d'opinion, qui transcende appareil et clivages traditionnels, Mendès France ébranle, voire modifie, le jeu politique et parlementaire. Son dialogue avec le pays passe au-dessus de la tête des partis qui se méfient de ce trouble-fête. A commencer par le sien. Radical depuis un quart de siècle lorsqu'il accède au pouvoir, Mendès France compte des fidèles rue de Valois : une poignée. Après la chute de son gouvernement, une bande de « nouveaux jeunes turcs » se lance à la conquête du vieux parti. Elle marque d'abord des points, et un congrès extraordinaire à la salle Wagram, en mai 1955, sanctionne le succès des partisans de Mendès France. Charles Hernu, leader des jeunesses radicales du Rhône, fondateur du club des Jacobins en 1951, Pierre-André Falcoz, un ancien du cabinet, Claude Nicolet, Harris Puisais ou Alain Gourdon sont de la troupe. Dans la foulée, plusieurs milliers de jeunes gens qui n'ont de radicaux que l'adjectif adhèrent à ce qu'ils croient être le parti de Mendès. Douce illusion : la greffe moderniste du mendésisme finit par être rejetée par le radicalisme cassoulet. Les boutiquiers gardèrent la maison, et la place Valois perdit une belle occasion de s'offrir un ravalement qui l'aurait sauvée de la décrépitude.

Quant à l'épisode du Front républicain, il faudrait tordre sérieusement le cou à l'histoire pour cataloguer cette coalition hétéroclite de rassemblement mendésiste. Certes, à *L'Express*, chez certains socialistes tels Gaston Defferre ou André Philip, pour les minoritaires de la CFTC qui prirent publiquement position en sa faveur, dans de larges secteurs de l'opinion de gauche, le Front avait bien vocation à ramener Mendès France au pouvoir. Mais sous le bonnet phrygien, emblème du rassemblement inventé par Jean-Jacques Servan-Schreiber, on relève de bien étranges « mendésistes » comme André Morice qui allait offrir une opiniâtre ligne de résistance à la conquête du Parti radical par les cheveu-légers de P. M. F. Sur le terrain politique, les forces organisées du mendésisme se passent à la fin de la IV^e République aisément en revue : les gros bataillons, on mesure l'échelle, sont fournis par le club des Jacobins de Charles Hernu qui a juste assez de militants pour organiser des services d'ordre nécessaires aux grandes occasions.

Le *Journal officiel*, ou le *Bulletin paroissial*, est une revue fondée au printemps 1956. Les *Cahiers de la République*, qu'animent Pierre Avril et Claude Nicolet, regroupent les fidèles, comme Gabriel Ardant, Alfred Sauvy, des intellectuels, Henri Marrou, Ernest Labrousse,

Alain Touraine, des collaborateurs proches, René de Lacharrière, Jean Saint-Geours et bien entendu l'indispensable Simon Nora. Mentionnons enfin pour mémoire, l'expérience lancée par un proche de *L'Express*, Louis Fournier, qui organise des conférences pendant l'été 1957 pour « faire débattre » la mouvance mendésiste. Un bulletin *Le Forum* est édité. Les participants montrent assez bien le contour de la nébuleuse : Robert Buron, Hubert Beuve-Méry, Gilles Martinet, Maurice Duverger, Pierre Lavau, André Philip, Alfred Sauvy, Georges Suffert apportent leur contribution.

LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Avec le 13 mai 1958, la nature du courant mendésiste se modifie, ou plus exactement se différencie ; porte-parole d'une gauche moderne pragmatique, méfiante à l'égard des aventures de l'idéologie, soucieuse de marier justice sociale et efficacité économique, Mendès France, en se dressant contre le coup de force d'Alger et le régime qui en est issu, va incarner avec François Mitterrand un deuxième courant, celui des démocrates de gauche qui prennent en charge la défense de la République. Telle est la fonction de l'Union des Forces démocratiques (UFD) qui regroupe, à l'automne 1958, les opposants à la nouvelle constitution. Mendès France en est la figure de proue avec Mitterrand qui a entraîné quelques fidèles de l'UDSR, une poignée d'intellectuels, le syndicat des instituteurs, et Paul Vignaux et ses amis de la CFTC. Rassemblement « républicain » bien plus que mendésiste, l'UFD ne résiste pas à la déroute des « non » au référendum. Ce rameau du mendésisme, de tripe républicaine, liera son sort à celui de François Mitterrand. Ainsi Charles Hernu qui entraînera son club des Jacobins à se fondre dans la Convention des Institutions républicaines (1965).

La matrice fondamentale du mendésisme éclôt dans les années soixante en deux pôles d'apparence très distincts, le PSU et le club Jean-Moulin. Il serait tout à fait abusif d'assimiler le PSU naissant à un parti mendésiste. Les amis de P. M. F. y sont très minoritaires et doivent compter avec les militants, marxisants et antiaméricains de l'UGS (Martinet), les dissidents du PCF regroupés dans *Tribune du communisme* (Poperen) et les scissionnistes de la SFIO emmenés du PSA par Savary et Depreux : la gauche moderne cohabite avec la gauche nouvelle sans oublier la nouvelle gauche et la gauche archaïque. Mendès France ne se mêlera pas aux délices de la bataille des courants qui paralyse un parti tiraillé entre le témoignage et l'action. Reste un prodigieux laboratoire d'idées où les thèmes des modernistes (sur le

Tiers Monde, les institutions, la nouvelle classe ouvrière, le plan et le marché) alimentent pour une bonne part la réflexion et contribuent à la formation d'hommes (Michel Rocard) et à l'éclosion d'une culture qui ne doit rien au marxisme.

Le club Jean-Moulin est fondé au lendemain du 13 mai 1958 par d'anciens résistants qui croyaient revenu le temps de la clandestinité : Daniel Cordier, le plus proche collaborateur de Jean Moulin pendant la guerre — d'où le nom du club —, et Stéphane Hessel. Mais très rapidement, à l'armée de l'ombre se substitue une compagnie de la pénombre. Le club oriente son activité vers la réflexion, recrute dans les sommets de la fonction publique, de l'université, des professions libérales. La « manière Jean-Moulin » semble taillée sur mesure pour Mendès France ; on y refait chaque soir la République moderne : même souci empirique de traiter les dossiers sans sacrifier à l'idéologie, goût du concret, voire du technique, recherche d'un dialogue entre l'Etat et le citoyen, diffusion du savoir et du pouvoir par l'information, l'enseignement et la décentralisation. Nombre de ceux qui ont suivi Mendès France à un moment ou un autre de sa carrière figurent parmi les assidus : Simon Nora, Jean Saint-Geours, François Bloeh-Lainé, Duverger, Hessel, les planificateurs Hirsch et Ripert, Rocard. Le secrétariat général est assumé par Georges Suffert, pivot central de la galaxie moderniste : ancien rédacteur en chef de *Témoignage chrétien* puis de *France-Observateur*, passé à *L'Express*, il assume également la responsabilité éditoriale des *Cahiers de la République* (8). Aux réunions de Jean-Moulin, assistent aussi des syndicalistes de la CFTC qui devient en 1964 CFTD, tel Marcel Gonin, très proche d'Edmond Maire, ou encore Jacques Delors qui vient d'entrer au Commissariat au Plan et anime avec Pierre Lavau « Citoyens 60 », un autre club d'inspiration mendésiste.

Si la volonté des « Moulin » de réconcilier la gauche avec l'économie, d'aiguillonner les partis pour leur faire accomplir le grand virage de la modernité, reçoit l'approbation entière de Mendès France, le divorce va se creuser sur les problèmes de stratégie. Par une bizarre ironie le club Jean-Moulin, antigauilliste de naissance, évolue à travers la réflexion sur les institutions menée en particulier par Georges Vedel, vers un néo-gaullisme présidentieliste que refuse totalement Mendès. Le fossé entre l'inspirateur symbole et bien des adhérents apparaît clairement devant l'échéance présidentielle : Mendès France candidat

(8) Les *Cahiers de la République* cessent de paraître en 1963 : on relève alors les noms de Pierre Avril, Claude Nicolet, Raymond Barrillon, René de Lacharrière, Stéphane Hessel, Jacques Pomonti, Georges Mamy et... François Mitterrand. Le *Courrier de la République* prend la succession.

naturel et incontestable de la gauche moderne se refuse obstinément à entrer en lice, et les stratèges du club devront se rabattre sur un ersatz.

Outre les noyaux mendésiens identifiables au PSU, dans les clubs et les colloques, c'est sans doute au sein de la CFDT qui vient d'abandonner la référence chrétienne que l'ancien président du Conseil compte le plus de supporters. La CFDT au cours de ces années est au cœur de toutes les tentatives, de tous les débats pour façonner cette gauche introuvable, démocratique, socialiste et a-communiste. Sur bien des aspects, la planification ou la responsabilité du citoyen, la parenté avec les idées de Mendès France est évidente. D'ailleurs, à cette époque, P. M. F. entretient autour de lui une cellule de réflexion à vocation programmatique à laquelle collaborent Edmond Maire, secrétaire général de la Fédération de la Chimie, et Hubert Prévost, un camarade de promotion de Michel Rocard à l'ENA qui a mis ses compétences économiques au service de la CFDT. Les mêmes plus Rocard travaillent d'ailleurs au même moment à l'élaboration d'un contre-plan dans une démarche typiquement mendésiste.

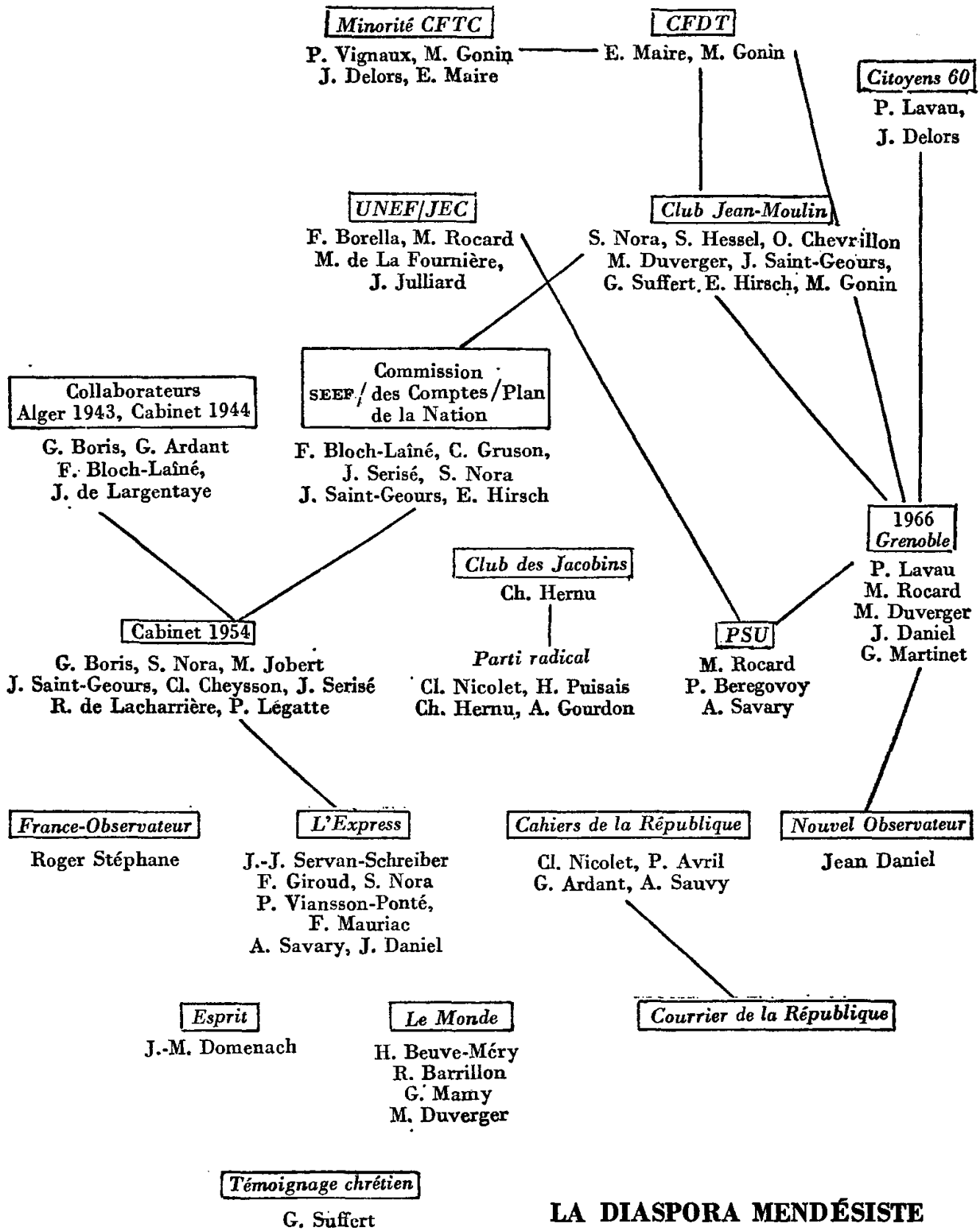
LE SYMBOLE DE GRENOBLE

Aboutissement de toute cette ébullition, le Colloque de Grenoble, apothéose du courant moderniste, se déroule en mai 1966 sous le magistère moral et l'autorité politique de Pierre Mendès France. Ces Assises organisées à l'initiative de « Citoyens 60 » de Pierre Lavau regroupent à peu près tous les éléments de la diaspora mendésiste : dirigeants du PSU qui refusent comme Rocard ou Martinet l'intégration dans la FGDS, responsables de la CFDT comme Gonin ou Detraz, d'anciens animateurs de l'UNEF ou de la MNEF comme Pierre Gaudet ou Martine Michelland, des intellectuels comme Maurice Duverger, Jean-Marie Domenach ou Jean Daniel, des animateurs du CNJA, des socialistes comme Savary qui rêvent de rénover la grande maison. A l'exception de ce dernier, ces forces se tiennent en marge des efforts de restructuration de la gauche non communiste déployés par François Mitterrand ; elles fondent leurs priorités davantage sur l'élaboration d'un programme que sur les discussions d'état-major, elles accordent une importance particulière aux questions économiques. Pierre Mendès France est donc dans son élément. Son intervention domine les débats et donne à ce rassemblement studieux sa véritable dimension politique : Grenoble est une réponse évidente à la FGDS de Mitterrand ; deux gauches se regardent en chiens de faïence.

Ville symbole, Grenoble l'est doublement. Depuis les élections municipales de 1965, la capitale du Dauphiné est aussi le laboratoire où cette gauche moderne expérimente. Une population jeune qui compte de nombreux cadres, techniciens, ingénieurs a porté à la mairie Hubert Dubedout et son équipe du GAM. En demandant pour les élections législatives de 1967 à P. M. F. d'être candidat, les « Grenoblois » réalisent l'adéquation parfaite entre un électorat socialement typé et l'homme qui a bâti sa réflexion et son action sur l'essor des nouvelles couches salariées issues de la grande mutation économique qui secoue la France. Le comité de soutien à P. M. F. regroupe les noms de Jacques Monod, François Jacob, Jean Rostand, Jean Vilar, Serge Reggiani et Jacques Brel qui vient tenir gala. Richard Dartigues et l'avocat Georges Kiejman, deux proches de Mendès France, organisent la campagne qui le conduira à la victoire. Mais « l'esprit de Grenoble » — l'expression est lancée par *Le Nouvel Observateur* qui a remplacé *L'Express* comme journal officieux du mendésisme — va être balayé par le souffle de mai.

Tout au long des événements du printemps 1968, Mendès France ne cesse de se tenir informé. Autour de lui s'est formée une petite équipe de conseillers où sont représentées plusieurs générations de mendésistes : Ardant, Lacbarrière, Kiejman, Dartigues. Il est en contact étroit avec Michel Rocard et voit les responsables de la CFDT. Au plus fort de la crise, une conjonction d'hommes et de forces semble le pousser vers le pouvoir : cela va de ses amis du PSU, des compagnons cédétistes comme Gonin, Maire, et surtout Descamps qui lance un appel public, en sa faveur, aux leaders centristes Lecanuet, Duhamel, Abelin sans oublier un certain nombre de gaullistes. En ces heures chaudes, P. M. F. est le lieu géométrique de bien des espérances, le point de rencontre d'hommes d'horizons fort divers.

A y regarder de près, ce consensus n'est pas le simple fruit de circonstances dramatiques. Le réformisme prudent mais résolument moderne qu'incarne Mendès France dépasse largement le clivage traditionnel Gauche/Droite. Il se fonde sur la mutation sociologique de la société française, le développement de nouvelles couches sociales désireuses d'adjoindre justice sociale et efficacité économique. En ce sens, la modernité n'entre pas dans les cases habituelles de l'échiquier politique. Ce n'est pas un accident de l'histoire si l'homme qui préconise en 1969 la nouvelle société, Chaban-Delmas, est un des anciens ministres du cabinet de 1954 et qu'il soit conseillé par deux mendésistes « historiques », Simon Nora et Jacques Delors. Nombre de responsables du pouvoir socialiste d'aujourd'hui (Bérégovoy, Delors, Cheysson, Hernu, Rocard) ont été mendésistes. Mais, de l'autre côté,



LA DIASPORA MENDÉSISTE

il ne manque pas d'hommes pour revendiquer l'héritage. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'individus et non d'organisations ou de partis. L'éparpillement et la marginalité de la diaspora mendésiste se vérifient une nouvelle fois.

La carrière de quelques collaborateurs du président du Conseil (membres du cabinet de Mendès France en 1954) :

Paul Legatte : chef de cabinet, chargé de mission auprès du Président de la République (1981), membre du Conseil constitutionnel (1983).

Jacques Marchandise : conseiller juridique auprès de P. M. F., président directeur général de la Librairie Hachette (1976-1981).

René de Lacharrière : conseiller technique auprès de P. M. F., professeur à la Faculté de Droit de l'Université René-Descartes de Paris (depuis 1976).

Jean Serisé : conseiller technique auprès de P. M. F., chargé de mission auprès du Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing (de 1974 à 1981).

Jean Saint-Geours : conseiller technique auprès de P. M. F., chef du SEEF en 1963, directeur général du Crédit lyonnais (1970-1975), chargé de mission auprès de Pierre Mauroy (1981), président du Crédit national (1982).

Simon Nora : conseiller technique auprès de P. M. F., chargé de mission auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (1969-1971), directeur général de la Librairie Hachette (1971-1974), directeur de l'ENA (1982).

Michel Jobert : conseiller technique auprès de P. M. F., secrétaire général de l'Élysée (1969), ministre des affaires étrangères (1972-1974), ministre du commerce extérieur (1981-1983).

Claude Cheysson : conseiller technique auprès de P. M. F., ministre des relations extérieures (1981).

Jean-Marie Soutou : directeur adjoint du cabinet de P. M. F., secrétaire général du Quai d'Orsay (1976), président de la Croix-Rouge française.

Philippe de Seynes : chargé de mission auprès de P. M. F., secrétaire général adjoint de l'ONU (1968-1974), président de Futuribles.

Patrick ROTMAN. — The mendesist diaspora

There was never a mendesist party. Pierre Mendes France initiated circles, clubs and newspapers of various nature and size in which a limited number of faithful supporters used to meet. Their constant reference was to modernity.

RÉSUMÉ. — *Il n'y a pas eu de parti mendésiste. Pierre Mendès France a inspiré des cercles, clubs, journaux de nature et de dimension diverses où s'est retrouvé un noyau de fidèles. Une référence constante : la modernité.*